



**Amérique latine - Europe**

Renée Fregosi

# **Parcours transnationaux de la démocratie**

**Transition, consolidation,  
déstabilisation**



P.I.E. Peter Lang

Les formes nouvelles de mondialisation à l'œuvre depuis une trentaine d'années ont accéléré la diffusion internationale de concepts et de visions du monde, de projets de société et de paradigmes de développement. Elles ont également favorisé la concomitance de changements de référentiels et la reproduction de processus politiques dans des situations locales diverses. De l'Europe méridionale à l'Afrique et l'Asie en passant par l'Amérique latine et l'Europe de l'Est, les transitions à la démocratie des années 1970-1990 ont ainsi ouvert de nouveaux chantiers intellectuels. La science politique, invitée à réactiver ses théories de la démocratie, a considérablement élargi le champ du comparatisme interrégional en proposant de nouveaux universaux.

Les élections justes et libres d'une part, la justice transitionnelle d'autre part, ont constitué les fondements à plus ou moins court terme des démocraties restaurées, légitimant les nouveaux régimes nés sur les décombres de l'autoritarisme et ouvrant la voie à la consolidation démocratique. Toutefois, les exigences de la « bonne gouvernance » ont rapidement standardisé ces pratiques en leur conférant de nouvelles significations politiques, parfois très éloignées de leurs objectifs originels. C'est dans ce contexte que le populisme est (re)devenu une figure importante du jeu politique contemporain pour s'imposer, durant les années 2000, comme une forme d'exercice du pouvoir dominante dans le monde. On observe alors une série de glissements ou de renversements parfois inattendus entre démocratie et autoritarisme, tant dans l'ordre des discours que dans celui des pratiques, qui témoignent de la perpétuelle imbrication de modes de gouvernement souvent pensés comme antinomiques et de la polymorphie démocratique au seuil du XX<sup>e</sup> siècle.

À la fois docteur en philosophie et en science politique, **Renée Fregosi** est maître de conférences à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3), directrice de recherche au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA – UMR 7227). Auteur de nombreux articles et ouvrages, elle est également présidente d'une ONG de coopération internationale, le CIECEC.





# **Parcours transnationaux de la démocratie**

**Transition, consolidation,  
déstabilisation**



**P.I.E. Peter Lang**

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien



**Renée FREGOSI**

# **Parcours transnationaux de la démocratie**

**Transition, consolidation,  
déstabilisation**

Collection « Amérique latine – Europe »

n° 2

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG s.A.  
Éditions scientifiques internationales  
Bruxelles, 2011  
1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique  
[www.peterlang.com](http://www.peterlang.com) ; [info@peterlang.com](mailto:info@peterlang.com)  
Imprimé en Allemagne

ISSN 2032-3034  
ISBN 978-90-5201-735-8 E-ISBN 978-3-0352-6110-3  
D/2011/5678/19

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Nationalbibliothek »  
« Die Deutsche Nationalbibliothek » répertorie cette publication dans la  
« Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont  
disponibles sur le site <http://dnb.d-nb.de>.

# Table des matières

<b>Prologue</b> .....	9
<b>Introduction. Le basculement des années 1990</b> .....	13
<b>CHAPITRE 1.</b>	
<b>Les transitions : un état naissant de la démocratie</b> .....	29
Les transitions latino-américaines.....	29
La transition, un nouvel objet d'étude.....	33
Les transitions d'Europe de l'Est.....	38
Un concept fondé en politique.....	42
L'élection libre au centre de la démocratie.....	47
<b>CHAPITRE 2.</b>	
<b>Les enjeux des contrôles électoraux</b> .....	53
La revalorisation de l'acte électoral.....	53
La tentation de la fraude électorale.....	56
L'ambivalence des contrôles internationaux.....	61
Les contrôles exhaustifs, nationaux et indépendants.....	65
<b>CHAPITRE 3.</b>	
<b>Dictature et démocratie : ambivalences et paradoxes croisés</b> .....	75
La dictature comme tyrannie moderne.....	77
L'antithèse démocratique.....	81
Pratique du coup d'État.....	84
Justifier la dictature.....	89
Institutionnaliser la dictature.....	92
Des changements de régime.....	96
<b>CHAPITRE 4.</b>	
<b>Ce que consolider veut dire</b> .....	101
Systèmes de partis et partis antisystème.....	103
Glissement de concept.....	109
Gouvernabilité et gouvernance.....	114
Les enjeux de l'exigence démocratique.....	119

De nouvelles formes d'autoritarisme ?.....	122
<b>CHAPITRE 5.</b>	
<b>Juger les crimes des dictatures ? .....</b>	<b>127</b>
Vérité et réconciliation .....	130
Justice, mémoire et stabilité politique .....	138
Une nouvelle ingénierie démocratique.....	142
Du sentiment d'« impunité » dans les Nations.....	147
<b>CHAPITRE 6.</b>	
<b>Populisme et démocratie .....</b>	<b>153</b>
Une nouvelle extrême droite européenne.....	155
La démocratie « en défaut » .....	158
La référence démocratique .....	161
L'alliance ancienne du peuple et de la Nation .....	165
Masses et peuple .....	167
Du populisme en Amérique latine.....	170
<b>Conclusion. La démocratie en paradoxes.....</b>	<b>177</b>
<b>Éléments de bibliographie.....</b>	<b>187</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>195</b>

## Prologue

Au moment où paraît ce livre, des événements à la fois imprévus et longtemps attendus se déroulent au Maghreb et au Machrek où des mouvements en faveur de la démocratie prennent forme, ampleur et assurance. En Tunisie, de vastes mobilisations populaires débudent le 19 décembre 2010 à la suite de l'immolation par le feu d'un jeune vendeur ambulant ; tandis que l'armée se range du côté des manifestants, le président Ben Ali abandonne le pouvoir et quitte le pays le 14 janvier 2011. Se met alors en place un « gouvernement de transition » sous la direction de Mohammed Ghannouchi, homme de l'ancien régime susceptible de représenter un compromis viable même si sa personne est contestée par la rue. À partir du 25 janvier, plusieurs villes égyptiennes – notamment la capitale et Alexandrie – accueillent à leur tour des manifestations massives et inédites qui réclament le départ du président Moubarak ; quatre jours plus tard, celui-ci promet de ne pas se représenter aux prochaines élections présidentielles et annonce des réformes, ainsi que la nomination d'un nouveau premier ministre, le général Omar Souleimane, ancien responsable des services secrets. Le mouvement continue toutefois, les manifestants affirmant qu'ils occuperont la place Tahrir (au centre du Caire) jusqu'au départ de Moubarak qui démissionne finalement le 11 février 2011. En Jordanie, les manifestants obtiennent du roi, le 1<sup>er</sup> février, le limogeage du premier ministre Samir Rifai et la promesse de réformes politiques ; la nomination de son ancien conseiller militaire, Maarouf Bakhi, provoque cependant de nouvelles manifestations dans les jours qui suivent. Au Yémen, le 2 février, Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, renonce à la présidence à vie et propose des réformes politiques sous la pression de manifestations soudaines auxquelles ces annonces ne mettent pas un terme. En Algérie, différents secteurs de la population manifestent depuis le 22 janvier malgré les interdictions ; la police antiémeute affronte violemment les manifestants qui réclament le départ du président Abdelaziz Bouteflika, de profondes réformes politiques et une plus juste répartition des colossales richesses du pays confisquées par le clan militaire au pouvoir. Dans la Libye du colonel Kadhafi, qu'il dirige depuis 1969, une répression sanglante s'abat sur les manifestants durant la deuxième quinzaine de février tandis que le vieux dirigeant affirme qu'il ne quittera jamais le pouvoir.

Malgré les incertitudes pesant sur leur issue, ces événements libèrent espoirs et conjectures à l'extérieur des pays concernés, entraînent le réajustement des politiques étrangères en Europe et aux États-Unis et

provoquent l'inquiétude des régimes autoritaires de la planète. En Chine, toute allusion à la Tunisie et à la situation égyptienne est ainsi censurée dans les médias et sur internet tandis que, en Algérie, les informations sont encore plus étroitement contrôlées et filtrées que d'habitude par le pouvoir en place. Dans le même temps, on note le silence assourdissant d'Hugo Chávez, qui se présente volontiers comme le leader transnational des peuples en lutte, mais n'a pas manifesté son soutien aux mobilisations populaires qui secouent le joug de régimes autoritaires répressifs et corrompus des pays arabes dont le président vénézuélien s'est rapproché à l'occasion. Et, de même que les mouvements fondamentalistes musulmans des différents pays où a éclaté la contestation font profil bas, le régime iranien, qui a lui-même maté un large mouvement d'opposition démocratique à la suite des élections douteuses du 12 juin 2009, demeure inerte.

Car la démocratie politique est explicitement la première et principale revendication de ces différents mouvements de contestation de l'ordre établi. Certes, la dimension socio-économique joue un rôle dans l'exaspération populaire comme en Tunisie où elle constitua l'élément déclencheur du mouvement. Toutefois, le mot d'ordre primordial des manifestants réside dans le rejet du pouvoir en place et dans l'appel à la démission des gouvernants, à des réformes politiques de libéralisation et à des élections démocratiques, libres et fiables. Il ne s'agit pas d'émeutes de la faim comme en ont connu ces pays dans un passé proche, mais d'un mouvement politique mature malgré le manque ou la faiblesse d'encadrement partisan. Certains, notamment parmi les protagonistes de ces mouvements, considèrent que l'on a affaire à des « révolutions », d'autres parlent plus volontiers de « transitions à la démocratie ». Il s'agirait dans tous les cas de « révolutions démocratiques » comme l'ont été la « révolution de velours » de novembre-décembre 1989 en Tchécoslovaquie, la « révolution orange » de novembre-décembre 2004 en Ukraine ou encore la « révolution des tulipes » de mars 2005 au Kirghizistan. Révolution signifie alors rupture avec l'ordre autoritaire en place et changement de régime sous l'impulsion de la volonté populaire exprimée pacifiquement et en vue de l'instauration d'une démocratie libérale – au sens politique du terme.

À la joie et à l'espérance ressenties par tout démocrate face aux changements politiques en cours dans cette région du monde, s'ajoute l'intérêt d'une analyse intellectuelle des processus à l'œuvre, insistant à la fois sur une sorte d'inéluctabilité des changements de régime et sur l'ambivalence des mouvements de démocratisation. Dans ce prologue improvisé et largement dicté par l'actualité, nous voudrions brièvement anticiper quelques éléments de réflexion du présent ouvrage appliqués aux événements récents qui surviennent dans une région du monde que

nous évoquions jusque-là comme un lieu tenu à l'écart de la raison démocratique par des dictatures de nature diverse bénéficiant du soutien tacite du reste du monde. La définition des mouvements à l'œuvre au tournant des années 2010 et 2011 apparaît en effet comme centrale, et il faut d'abord insister sur le caractère éminemment imprévisible des situations fluides, ouvertes au cœur d'une séquence de stabilité politique, autoritaire en l'occurrence. Ce n'est que lorsque les élections libres réclamées par les sociétés civiles auront eu lieu que l'on pourra parler de « transition à la démocratie » et le plus remarquable résidera alors dans l'importance accordée à l'acte électoral dans des pays ne connaissant depuis des décennies que des élections en trompe-l'œil.

En second lieu, il convient de s'interroger sur la manière dont toute une population se met en branle pour réclamer la démocratie, bravant la dictature en place et la possible répression. Ces mouvements attestent que la forme dictatoriale est souvent plus faible qu'on ne le croit et que le positionnement des forces armées, contrôlant des rouages de l'usage de la force, est absolument déterminant. Ainsi, en Tunisie, l'armée ne soutenait plus activement le régime de Ben Ali qui s'appuyait essentiellement sur la police, sorte de milice ou de garde prétorienne du dictateur. Lâché également par la classe technocratique sur laquelle reposait le fonctionnement de l'État tunisien, le président conspué par la foule ne pouvait dès lors plus que s'enfuir au plus vite. En Égypte, la situation est plus confuse : il est douteux que les fraternisations entre soldats du rang, tankistes déployés dans les rues et manifestants aient eu lieu sans un accord au moins tacite de la hiérarchie militaire ; toutefois, les hésitations de ces mêmes chars qui tantôt protègent les manifestants, tantôt les repoussent, sont symptomatiques de contradictions, voire de conflits internes aux forces armées nationales, quant au maintien de leur loyauté à l'égard du Raïs. Sans céder à la tentation de la prospective, c'est aussi sans doute autour de l'acteur militaire que se jouera prochainement le sort de l'Algérie, mise en coupe réglée depuis des lustres par un groupe de généraux hantant les coulisses du pouvoir. Une nouvelle génération d'officiers pourrait se désolidariser de la militarocratie en place et participer à l'ouverture de négociations en vue d'un changement de régime.

Il apparaît enfin que le propre des transitions à la démocratie réside dans leur ambivalence : entre le nouveau régime en voie d'installation et l'autoritarisme en cours précédemment, la frontière est souvent mouvante et incertaine. En ce sens, les transitions survenues en Amérique latine et en Europe de l'Est durant les années 1980 et 1990 constituent d'utiles précédents afin de penser les événements en cours et montrent que surprises, imprévus, hasards, malentendus ou revirements constituent des éléments essentiels de ces processus, se mêlant aux détermi-

nismes historiques, économiques et sociaux. Ces situations mouvantes, étudiées dans leur grande complexité par une branche spécifique de la science politique que l'on a surnommée la transitologie, sont au cœur de la réflexion critique présentée dans ce livre dont la perspective résolument comparatiste et transnationale ne manquera pas d'être alimentée par les expériences actuellement en cours.

Paris, le 22 février 2011

## Introduction

### Le basculement des années 1990

Les années 1990 constituent le moment historique qui voit coïncider la chute du système soviétique, l'approfondissement de la crise de l'État-providence et sa remise en cause explicite en Europe continentale à la suite de la Grande-Bretagne thatchérienne et, enfin, la mise en œuvre du consensus de Washington<sup>1</sup> à l'échelle du continent latino-américain. Même si – et là, sans doute, le « malgré » est aussi un « parce que » – ce sont trois modèles différents de société qui sont remis en cause (soviétique totalitaire, démocratique et social, étato-centrique<sup>2</sup>), ils le sont ensemble, dans un même mouvement, par le néolibéralisme triomphant qui se lance à l'assaut de la planète où se jouerait « la fin de l'Histoire »<sup>3</sup>. Les années 2000 mettent toutefois en scène de nouveaux réalignements, des positionnements et des évolutions réorganisant les catégories politiques : l'histoire s'est manifestement remise en marche, ouvrant à la fois des chemins nouveaux et retrouvant de vieilles ornières. Il n'en demeure pas moins qu'un basculement s'est opéré durant ces années décisives de la décennie 1990.

Il faut rappeler d'emblée cette uniformisation des problématiques parallèlement à la globalisation du monde. Nous ne sommes plus en présence de trois acteurs proposant chacun un grand modèle de développement (avec des variantes) : le premier monde, celui du capitalisme développé, de la démocratie représentative et du *Welfare State* ; le bloc communiste proposant le contre-modèle d'une économie planifiée sous la conduite du parti unique ; le Tiers Monde enfin, dominé et dépendant ou tentant de s'émanciper de la tutelle des deux autres au travers

---

<sup>1</sup> Ce que l'on a appelé le consensus de Washington résulte de la systématisation des prescriptions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), élaborées en un corpus standardisé et imposées à partir de 1990 aux pays latino-américains pour sortir de la crise de la dette : réduction drastique des dépenses de l'État, privatisations, libéralisation des échanges et dérégulation. À la fin des années 1990, des éléments de gestion démocratique, de consultation, de transparence et de contrôle y ont été adjoints pour former les préceptes dits de la « bonne gouvernance » ou de « gouvernance démocratique ».

<sup>2</sup> Selon le concept de Cavarozzi, M., « Grandeur et décadence du modèle étato-centrique en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 26, 1997/3, p. 173-182.

<sup>3</sup> Cf. Fukuyama, F., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1993.

d'expériences originales de développement et de formes politiques. On voit se développer tant en Europe – à l'Ouest et à l'Est – qu'en Amérique latine et, au-delà, dans le reste du monde, des phénomènes sociaux et politiques similaires qui éclairent d'un jour nouveau des phénomènes historiques.

La diffusion de concepts, de visions du monde, de projets de société et de connaissances d'un continent à un autre, le partage, l'échange et l'élaboration commune de paradigmes, la concomitance des changements de référentiels à travers la planète, la reproduction de processus politiques et d'enjeux de pouvoir dans des situations locales diverses, ces phénomènes existent depuis l'aube de l'humanité. Mais les formes nouvelles de la mondialisation permettent aujourd'hui de mieux percevoir ces différents mouvements et de suivre les tribulations des modèles politiques. Idées et pratiques sont intimement liées et la « troisième vague » de démocratisation met en évidence de façon très claire cette constante de l'histoire politique. « Le rôle des idées est primordial, mais il ne se sépare pas de la marche des circonstances et des effets en retour de leur incarnation pratique. »<sup>4</sup>

Les transitions à la démocratie des années 1970 aux années 1990 ont donc touché toutes les régions du monde et ouvert de nombreux chantiers. Les idées de libéralisation et de modernisation (tant économique que politique), les exigences de restructurations sociales et des évolutions culturelles diverses (voire divergentes), ont alors présidé à des transformations souvent profondes, mais parfois seulement de surface, dans les domaines les plus variés. En tout état de cause, cette série de changements de régimes autoritaires en régimes démocratiques – au moins minimalement – a constitué une sorte de changement d'époque. De fait, le monde politique s'en est trouvé souvent profondément modifié. Pour sa part, la science politique a réactivé les théories de la démocratie à partir de ce que l'on a pu appeler la « transitologie » et considérablement élargi le champ du comparatisme interrégional, en proposant de nouveaux universaux.

Dès les années 1980, les transitions ont en effet reposé le problème de la définition de la démocratie et, au lendemain de l'installation des nouveaux régimes, la problématique de la consolidation a prolongé la réflexion lancée par le concept de transition. Cette nouvelle perspective est à son tour devenue tellement dominante que l'on a même parlé de « consolidologie ». Trois grands enjeux y sont alors particulièrement mis en évidence dans un premier temps : la question des droits de l'homme, la restructuration des systèmes partisans et la question sociale. Mais, face aux difficultés et aux crises politiques qui suivront le temps

---

<sup>4</sup> Gauchet, M., *La condition historique*, Paris, Stock, 2003, p. 272.

des transitions à la démocratie, la thématique de la gouvernabilité est à son tour revenue en force. C'est dans ce contexte que le populisme devient une figure récurrente du panorama politique et de la science politique contemporaine. Reposant sur la polysémie – voire sur l'énantiosémie – du mot peuple<sup>5</sup>, le populisme reste un objet ambigu, voire sulfureux. Le phénomène populiste n'en constitue pas moins un nouveau point de rencontre entre les termes du triangle atlantique et bien au-delà, se présente comme la forme politique la plus largement partagée à travers le monde au début des années 2000.

En Europe comme en Amérique latine, dans le Caucase, en Asie centrale, en Afrique ou en Asie se multiplient, en effet, des phénomènes politiques qui évoquent par certains aspects de vieux discours remontant jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle et réactivés dans les années 1930 : discours nationalistes, antiélitistes, xénophobes et/ou antisémites, contestataires (réactionnaires, passésistes ou avant-gardistes), prônant une autre voie, anti-impérialiste ou antimondialiste. L'apparition de ce que l'on appelle de façon hâtive des partis « antisystème », de personnages nouveaux surgis plus ou moins soudainement sur la scène politique et considérés comme des *outsiders*, contribue à un renouvellement sinon des façons de faire de la politique, du moins du personnel politique tel qu'il est médiatisé. C'est donc ce parcours transnational de la démocratie sur les trois dernières décennies que l'on se propose d'analyser ici en partant du principe que la science politique est un éternel recommencement où la définition de la démocratie tient une place centrale.

La question de la démocratie ouvre, de toute évidence, à une série de problématiques éminemment stratégiques : la question du choix du meilleur régime politique et de sa définition, voire les questions de la nature de la société toute entière (société « ouverte » ou société « fermée » selon les termes de Karl Popper<sup>6</sup>) et du principe directeur (« l'esprit démocratique » de Tocqueville<sup>7</sup>), mais aussi celle de l'origine du concept démocratique. Pour les ennemis de la démocratie, son origine « occidentale » est souvent évoquée pour en justifier le rejet. Le refus de la forme démocratique au sens étroit de régime politique et, *a fortiori*, comme type de relations et de comportements humains fondés sur l'autonomie et la liberté individuelle, est en effet partie intégrante de la plupart des versions de « l'occidentalisme ».

---

<sup>5</sup> La notion de « peuple » peut recouvrir des sens très différents et contradictoires entre eux : démos et ethnos ; plèbe et populace ; masses et foule ; prolétariat et travailleurs. Cf. Taguieff, P.-A., *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002.

<sup>6</sup> Popper, K., *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Seuil, 1979.

<sup>7</sup> Tocqueville (de), A., *La démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981.

Par « occidentalisme », nous entendons « la représentation déshumanisée de l'Occident qu'en donnent ses ennemis »<sup>8</sup>, caricature de la modernité dans laquelle l'antiaméricanisme, l'antisémitisme et l'antiféminisme jouent des rôles importants sans en résumer les nombreuses variantes et ramifications à travers le monde et les époques. Que la démocratie soit née pour la première fois à Athènes au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère et réapparue bien des siècles plus tard aux États-Unis puis en Europe n'en fait pas pour autant un produit spécifiquement « occidental ». À moins que l'on ne considère l'Occident comme une réalité historique mouvante (la Grèce ne faisait-elle pas partie de l'empire d'Orient lors du premier schisme chrétien ? Israël n'est-il pas situé au Moyen-Orient ? Le Japon n'est-il pas le troisième pilier occidental de la Trilatérale ?) qui synthétise et assimile des éléments culturels et technologiques venus d'horizons multiples<sup>9</sup> – parmi lesquels l'arithmétique arabe ou la poudre chinoise par exemple. Alors, il faudrait reconnaître que l'Occident n'existe pas à proprement parler, c'est-à-dire topographiquement, et qu'en tendant à répandre sa vision critique – y compris de la modernité – l'esprit démocratique s'affirme citoyen du monde.

Pour être universalisable, la démocratie n'en est pas moins polymorphe ; c'est même précisément à travers ses manifestations multiples à travers le monde et ses régénérations successives au fil du temps qu'elle s'affirme comme un universel. Or, si l'aspiration émancipatrice persiste et ressurgit aujourd'hui partout à travers le monde, même sous les dictatures les plus féroces et les plus pernicieuses, parmi les régions où la démocratie s'affirme et s'affermite comme régime politique et comme mode de vie et mode de pensée, l'Europe – dans son acception la plus large – et les Amériques constituent ensemble, dans les relations qu'elles entretiennent, un pôle particulier de la démocratie. Lieu de création et de tensions démocratiques, pôle de référence et/ou de répulsion, le triangle atlantique occupe incontestablement une place particulière dans l'histoire mondiale de la démocratie<sup>10</sup>. Au cœur de ce triangle et tout au long des trente dernières années, l'Amérique latine joue rôle moteur dans la régénération de l'idée démocratique à travers les fameuses transitions à la démocratie dont les expériences, les concepts et les débats ont marqué en tout premier lieu l'Europe centrale et orientale, mais aussi d'autres continents.

Les sciences sociales ont mis en évidence des concordances de temps et une intensification des circulations de modèles politiques, tout parti-

---

<sup>8</sup> Buruma, I. et Margalit, A., *L'occidentalisme*, Paris, Climats, 2006, p. 14.

<sup>9</sup> Cf. Brague, R., *Europe, la voie romaine*, Paris, Gallimard, 1992.

<sup>10</sup> Cf. Fregosi, R., *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*, Paris, Ellipses, 2006.

culièrement entre les deux rives de l'Atlantique entre le début des années 1980 et la fin des années 2000. Toutefois, les emprunts et les sources communes d'inspiration sont rarement explicites de la part des acteurs ; c'est donc tout l'intérêt de la méthode comparatiste que de les mettre en lumière. La raison d'être et le moteur de la comparaison résident, en effet, dans la construction de l'unité à travers la diversité, dans la production de concepts susceptibles de rendre compte des différences, d'en comprendre les causes et les ressorts et de montrer en quoi elles procèdent de processus de même nature. Le comparatisme permet ainsi d'analyser des situations différentes avec des outils communs et de produire des instruments de compréhension globale du politique. Les enjeux démocratiques peuvent alors être définis à un certain niveau de généralisation, par la confrontation de situations présentant des avancées et des innovations en matière démocratique, mais aussi mettant en évidence des processus de résistance à la démocratie, de contournement et même de lutte frontale contre de tels progrès.

Alors que les deux dernières décennies ont été marquées par des bouleversements majeurs à travers le monde, certains régimes résistent aux changements, soit en s'arc-boutant sur leurs positions (comme la junte birmane) soit en inventant des modes d'adaptation inédits (en Chine notamment). Dans ce contexte, l'Amérique latine fournit un objet de curiosité avec Cuba qui concentre un faisceau de problématiques centrales pour l'objet qui nous concerne. La disparition progressive de Fidel Castro de la scène politique, depuis l'annonce de sa maladie le 31 juillet 2006, a réactivé la question de la transition à la démocratie avec tout son cortège de confusions et de contresens. Le cas cubain constitue alors une occasion privilégiée pour réactualiser la théorie de la transition, passée au second plan dans la science politique après la fin des grandes vagues de démocratisation des années 1980 et 1990. Certes, le terme de « transition » revient de façon récurrente à propos de la Chine et de ses mutations économiques ainsi que, dans une acception plus politique, à propos d'une chute espérée mais sans cesse repoussée de la dictature birmane ou des « évolutions » qui se font attendre en Iran ou en Algérie. Mais la « transition cubaine » est emblématique à bien des égards et nous conduit au cœur de la complexité de la question démocratique aujourd'hui.

Depuis les années 1960, Cuba représente la résistance latino-américaine à « l'impérialisme américain ». Dans le contexte de la guerre froide, le régime castriste s'est rangé dans le camp soviétique qui lui garantissait sécurité militaire et économique. Toutefois, Fidel Castro comme Ernesto Guevara – bien que leurs positions aient eu des tonalités différentes – ont très vite manifesté un intérêt marqué pour le groupe des non-alignés et les positions tiers-mondistes. Par ailleurs, la déferlante des dictatures militaires sanglantes en Amérique latine dans les années

1970 fit apparaître Cuba comme un havre de paix. Le régime castriste a ainsi pu capitaliser les soutiens et l'admiration d'un très large spectre de la gauche latino-américaine et mondiale, depuis les communistes orthodoxes jusqu'à l'extrême gauche dans sa pluralité en passant par des socialistes critiques (mais complaisants) et une certaine droite européenne antiaméricaine. Après les espoirs déçus d'ouverture gorbatchévienne en 1989 – qui se soldèrent par le procès Ochoa dans le plus pur style stalinien<sup>11</sup> – et tandis que partout en Amérique latine s'installait la démocratie, la gauche démocratique latino-américaine et mondiale s'est divisée sur l'appréciation du régime cubain. C'est alors que le qualificatif de dictateur a été de plus en plus souvent attribué à Castro, ce qui aurait été impensable à l'époque précédente où on lui préférait l'image du guérillero fumant un havane. À l'heure actuelle, Cuba n'en demeure pas moins encore une référence positive pour l'extrême gauche tiers-mondiste comme pour une certaine droite souverainiste ou affairiste, notamment en France et bien que cette position soit de plus en plus difficile à défendre publiquement.

Dans les années 2000, Cuba demeure en effet le seul régime ouvertement autoritaire de la région latino-américaine et l'un des rares survivants du modèle communiste dans le monde – avec la Chine, la Corée du Nord, le Laos et le Viêt-Nam. Certes, des dictatures plus ou moins violentes subsistent en plusieurs autres points du globe, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, et des pays comme la Russie, la Côte d'Ivoire ou l'Indonésie manifestent des types variés de régression autoritaire succédant à des périodes d'ouverture démocratique. Cependant, malgré une forte offensive contre « l'universalisme occidental », la démocratie représentative et la modernité prétendument imposée, l'autoritarisme politique et la soumission des individus demeurent largement flanqués d'une image négative – même si c'est au travers de discours contre la « domination ».

Aussi l'effacement de Fidel Castro de la scène politique cubaine conduit-il à parler de transition, y compris dans les rangs des plus fervents défenseurs du régime. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Le terme de transition sans qualificatif apparaît très imprécis. Pour certains, il peut signifier le simple passage de relais à la tête de l'État de Fidel à son frère Raúl, ce qui s'est produit sans grande surprise le dimanche 24 février 2008 lors de l'élection formelle du nouveau chef de l'État cubain. Les tenants du régime eux-mêmes emploient cette expression polysémique et ambiguë. Pour d'autres, derrière cette transition mi-institutionnelle mi-dynastique se dessinent des « évolutions » du régime.

---

<sup>11</sup> Cf. Rigoulot, P., *Coucher de soleil sur La Havane. La Cuba de Castro, 1959-2007*, Paris, Flammarion, 2007.